



## **ASIE/PAKISTAN - Un catholique nommé Ministre chargé des Minorités et des Droits humains au Pendjab, avec de petits moyens budgétaires**

Lahore (Agence Fides) – Un catholique a été nommé ministre au sein du gouvernement de la province du Pendjab, le cœur du Pakistan au plan économique, politique et culturel. Il s'agit de Khalil Tahir Sindhu, avocat élu dans les rangs de la Pakistan Muslim League-N, le parti aux affaires au niveau fédéral et qui gouverne également la province du Pendjab, le Premier Ministre provincial, Shahbaz Sharif, étant le frère du Premier Ministre fédéral, Nawaz. Dans ce cadre, Sindhu a reçu deux délégations importantes puisqu'il est Ministre chargé des Droits humains et des Minorités mais également Ministre de la Santé.

« Son travail vient de commencer. Nous sommes certains qu'il s'agit d'une personne de foi et de bonne volonté. La population le connaît et l'estime. Il est clairvoyant et saura contribuer au développement et au bien-être des minorités et de l'ensemble de la population du Pendjab », remarque pour Fides le Père Khalid Rashid, Vicaire général du Diocèse de Faisalabad, au Pendjab. « Avec ces deux délégations, il travaillera surtout au profit des pauvres et des marginalisés au sein de la société » poursuit le Vicaire général.

Sindhu, 46 ans, est un avocat originaire de Faisalabad qui, au cours de sa carrière, s'est fortement engagé en faveur de la défense des droits des minorités chrétiennes et a assuré avec succès la défense de nombreux accusés de blasphème. Dans un entretien accordé à Fides, il rappelle avoir obtenu au cours de sa carrière d'avocat « 37 acquittements de victimes de blasphème, toutes chrétiennes ». Toutefois, les accusés, même une fois acquittés, porteront pour toujours la marque de « blasphémateurs » et leur vie demeure sérieusement menacée. C'est pourquoi, explique Sindhu, « il s'agit de 37 familles détruites, d'innocents qui ont passé des années en prison, de personnes contraintes à se déraciner et à changer de travail et de ville ».

Aujourd'hui, Sindhu doit affronter une première question délicate, à savoir celle du budget. En effet, les crédits prévus par le gouvernement du Pendjab pour son Ministère des Droits humains et des Minorités sont de 215 millions de roupies pakistanaïses (soit environ 1,6 M€). Au budget, sont inscrits des « programmes de développement des minorités » et des « bourses d'études destinées aux étudiants des minorités ». Le montant des crédits est considéré comme « exigu » par les organisations pour les droits humains comme par la société civile, dans la mesure où la province « a un besoin désespéré de promouvoir la conscience en ce qui concerne les droits des minorités » affirme dans une note envoyée à Fides l'ONG Human Rights Commission of Pakistan. Cette dernière mentionne la question de base de l'instruction et la nécessité urgente d'une campagne de sensibilisation visant à promouvoir l'harmonie interreligieuse et à lutter contre la discrimination des minorités religieuses.

Peter Jacob, Secrétaire de la Commission nationale Justice et Paix de la Conférence épiscopale pakistanaïse, rappelle à Fides que, « dans le budget, manque une rubrique portant sur la compensation des dommages subis par les chrétiens », comme dans le cas de l'épisode grave ayant intéressé la Joseph Colony, quartier de Lahore où, en mars dernier, plus de 100 maisons de chrétiens ont été incendiées. Il remarque : « Le gouvernement semble croire qu'il n'y a rien d'erroné en ce qui concerne l'état des droits humains et en particulier la condition des minorités » non musulmanes sur son territoire.

Le Ministre provincial Sindhu, de son côté, affirme que « le nouveau budget est équilibré », promettant « de s'engager afin de garantir le bien-être des minorités et l'égalité des droits et des opportunités à tous les habitants du Pendjab en ce qui concerne l'instruction et autres mesures de soutien social ». « Je suis convaincu – conclut-il – que ces politiques gouvernementales produiront des résultats positifs et de vaste ampleur, améliorant la condition des habitants du Pakistan ainsi que l'image du pays ». (PA) (Agence Fides 26/06/2013)